

**DECLARATIONS RECENTES**

**New York, le 19 novembre 2009 – Observations formulées lors de l'Audition parlementaire aux Nations Unies**

M. Theo-Ben Gurirab, Président de l'Union interparlementaire,  
Excellences,  
Mesdames et Messieurs les Parlementaires,  
Mesdames et Messieurs,

C'est un plaisir pour moi que de participer à cette audition parlementaire. J'apprécie hautement votre rôle en qualité de parlementaires.

En tant que législateurs, vous recueillez le fruit des travaux qui sont menés par les instances qui se réunissent ici et vous contribuez à lui donner substance sur le terrain.

Vous transposez les normes et les accords internationaux dans la législation et la réglementation nationale.

Vous prenez le pouls des nations sur les questions pressantes de portée mondiale.

Votre présence attentive ici aujourd'hui est bien la preuve de tout cela, et je vous remercie de mettre en relief les réponses efficaces à la crise économique mondiale.

Le défi à relever est au cœur des préoccupations quotidiennes des gens.

La récession mondiale n'épargne aucune société, elle menace la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement, et elle sape la sécurité.

Les marchés peuvent bien reprendre, mais hélas en va-t-il de même du chômage. Cent millions de personnes de plus pourraient avoir sombré dans la pauvreté d'ici à la fin de l'année.

Cette situation se combine aux autres défis que nous devons affronter – la crise alimentaire, la pandémie de grippe, et, bien sûr, les changements climatiques.

Nous savons tous que l'impact de la crise économique et financière se fait le plus lourdement sentir chez les personnes les plus vulnérables. Ce sont elles qui sont les plus touchées, bien qu'elles en soient les moins responsables.

J'ai inlassablement plaidé pour qu'il soit subvenu à leurs besoins – ici aux Nations Unies, devant le G-20 et dans bien d'autres instances.

Ce thème a aussi été le principal fil conducteur de la Conférence des Nations Unies sur la crise financière et économique mondiale et son incidence sur le développement, qui s'est tenue ici en juin dernier.

Je juge aussi qu'il est indispensable de mobiliser le réseau tout entier des Nations Unies pour apporter une réponse ambitieuse et coordonnée à la crise économique mondiale.

Nous avons entrepris un programme coordonné qui porte sur de nombreux fronts. Permettez-moi de dire quelques mots au sujet de certains d'entre eux.

Tout d'abord, nous concentrons notre attention sur ceux qui sont vulnérables. Le système onusien apporte une assistance additionnelle à ceux qui ont été durement frappés par la crise économique. Nous réunissons des financements et des capacités opérationnelles pour mettre en place une approche concrète, conçue en fonction des besoins de chaque pays.

Plus tôt cette année, j'ai également appelé à un stimulus véritablement global : injecter mille milliards de dollars pour servir les intérêts de toutes les nations, et en particulier ceux des pays en développement. Le G-20 est convenu d'un paquet substantiel d'aide financière, mais ce ne doit être là qu'un commencement. Il nous incombe, collectivement, de veiller à ce que les bonnes intentions se traduisent en une action efficace.

Nous créons également un Système mondial de suivi des impacts et d'alerte à la vulnérabilité, pour contribuer à illustrer en temps réel ce qui arrive véritablement aux plus pauvres et aux plus vulnérables, et nous permettre d'agir plus rapidement.

En second lieu vient la reprise par la croissance verte. Nous ne sommes maintenant plus qu'à quelques jours de la Conférence sur le climat à Copenhague. Copenhague peut être un catalyseur pour alimenter la croissance verte. Nous savons que l'investissement dans les secteurs verts accroît les chances de reprise et de croissance durables, tout en préservant l'environnement.

Les investissements dans la croissance verte généreront d'énormes avantages pour le développement, ainsi que pour la planète. Continuons de travailler ensemble pour investir dans le vert.

Troisièmement, je tiens à parler de la sécurité alimentaire. J'arrive tout juste du Sommet mondial de l'alimentation, à Rome. Comme je l'ai dit, dans ce domaine notre action ne doit pas se limiter à donner de quoi manger aux affamés, mais elle doit aussi donner aux affamés la capacité de se nourrir eux-mêmes. Le Groupe de travail de haut niveau de l'ONU sur la crise mondiale de sécurité alimentaire a franchi un pas significatif pour répondre aux besoins urgents et pour lancer des efforts à plus long terme pour développer des systèmes vivriers durables.

Quatrièmement, le commerce. L'initiative de l'ONU sur le commerce s'attache à parer au protectionnisme, à promouvoir la transparence et le partage des bonnes pratiques sur les marchés financiers commerciaux, et à ce qu'advienne une conclusion fructueuse du cycle de Doha.

Cinquièmement et fondamentalement, l'emploi. Le Pacte mondial pour l'emploi vise à concentrer l'attention des décideurs sur l'emploi et le travail décent, en tant que fondements d'une reprise à long terme.

Mesdames, messieurs, pour relever ces défis, votre mobilisation constante sera déterminante.

Elle sera d'autant plus impérative qu'approche à grands pas le Sommet des Nations Unies sur les

objectifs du Millénaire pour le développement, qui sera tenu l'an prochain.

Ce sommet sera l'occasion bienvenue de renouveler nos engagements en faveur de ces objectifs, et de tout mettre en œuvre pour les atteindre.

Vos voix et vos votes seront essentiels – en particulier pour que soient honorés nos engagements en faveur des plus vulnérables. Lors des crises économiques passées, l'aide au développement a été réduite au moment même où elle était la plus nécessaire. Or la récession mondiale ne doit pas être une excuse pour revenir sur nos engagements : au contraire, il est nécessaire et urgent d'accroître le volume, la qualité et la fiabilité des flux d'aide. C'est là un impératif central pour mener un plan mondial et coordonné de reprise.

Nous devons aussi travailler ensemble pour réformer les règles et les institutions mondiales. Une plus grande transparence et une plus grande responsabilité sont essentielles pour gagner en efficacité, en légitimité et pour que le public ait foi en notre action. Nous devons agir pour mieux faire entendre la voix et renforcer la participation des pays en développement – dans les processus décisionnels en général, et en particulier dans les institutions de Bretton Woods.

Une croissance inclusive exige des institutions inclusives.

Les cadres et les organes mondiaux constitués voici plusieurs générations doivent être rendus plus responsables, plus représentatifs et plus efficaces.

Par une action concertée, nous nous donnerons la capacité de passer de la récession à la reprise et au renouvellement.

Je vous remercie de nouveau pour votre détermination et votre soutien à la réalisation de ces objectifs.

Enfin, j'attends avec intérêt les fruits de la poursuite de notre collaboration.